

Commune Etaples-sur-Mer

Vu pour être annexé à la délibération
du conseil communautaire n°2025-314
en date du 09/10/2025

Fait à Montreuil-sur-Mer

Le Président

Bruno COUSEIN

Modification simplifiée du PLU

Evaluation environnementale





URBYCOM



Modification simplifiée Plan Local d'urbanisme de la ville d'Etaples

Auto-évaluation

SAS UrbYcom
Aménagement & Urbanisme

85 Espace Neptune
Rue de la Calypso
62110 HENIN-BEAUMONT

Tel. 03 62 07 80 00
Fax. 03 62 07 80 01
Mail. contact@urbycom.fr

AUTO-EVALUATION

La présente procédure a pour objet de clarifier la vocation de la zone urbaine économique UE et de son secteur UEc dédié aux commerces et services, au regard des occupations réelles du sol et des projets prévus. Cette procédure a ainsi pour objectif d'apporter des précisions au règlement écrit de la zone UE et d'ajuster le plan de zonage en proposant une extension du secteur UEc, dans le but de permettre l'implantation des projets dans le secteur Opalopolis.

La modification simplifiée présente un objectif double :

- Étendre mesurément le secteur UEc, admettant les implantations nouvelles de commerces et services, afin de permettre le projet d'implantation commerciale en attente. Le secteur UEc conserve une emprise proportionnée et strictement dédiée à la vocation commerciale qui lui est allouée, de sorte à être un secteur économique complémentaire aux commerces et services de centre-ville.
- Mettre en cohérence le règlement écrit de la zone UE avec les occupations réelles en place sur l'ensemble des secteurs en actant la présence des commerces et services tout en permettant l'évolution de ces derniers.

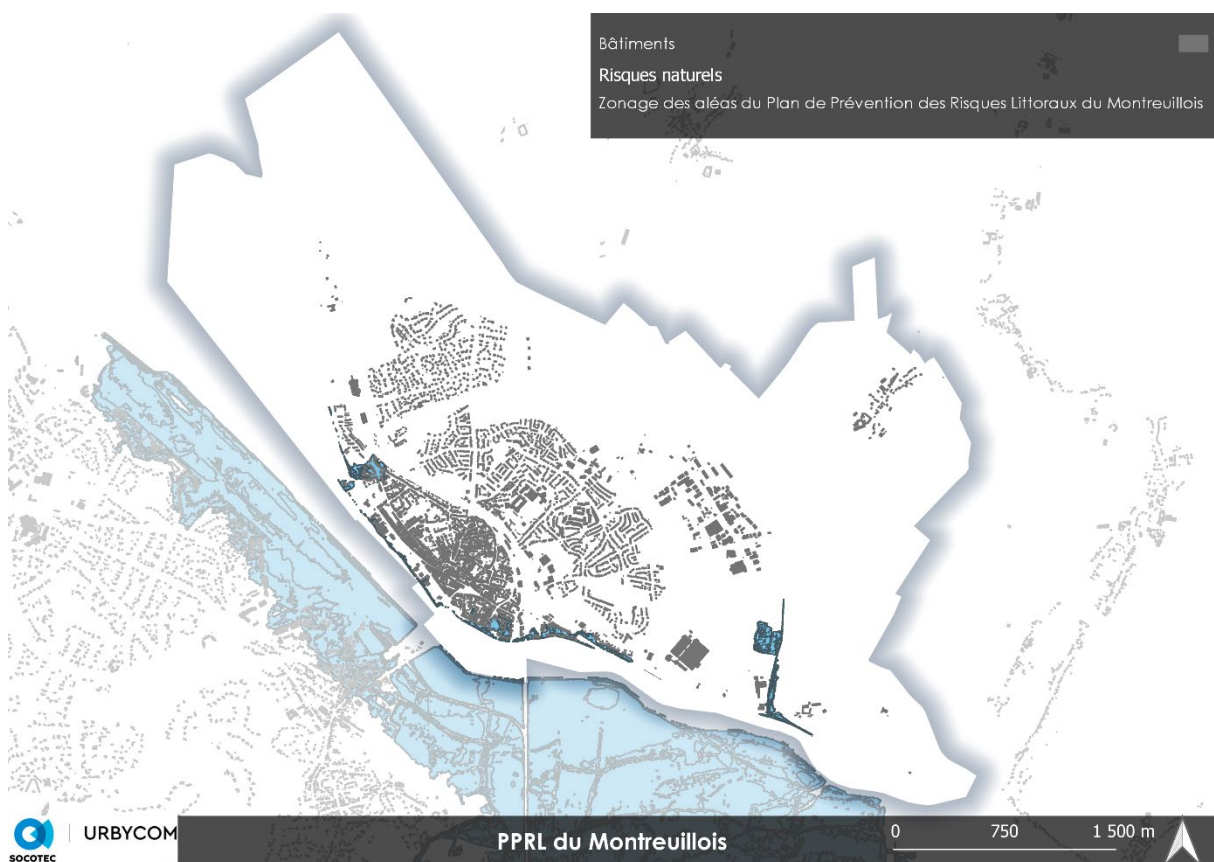
Le tableau suivant résume les incidences du projet sur l'environnement :

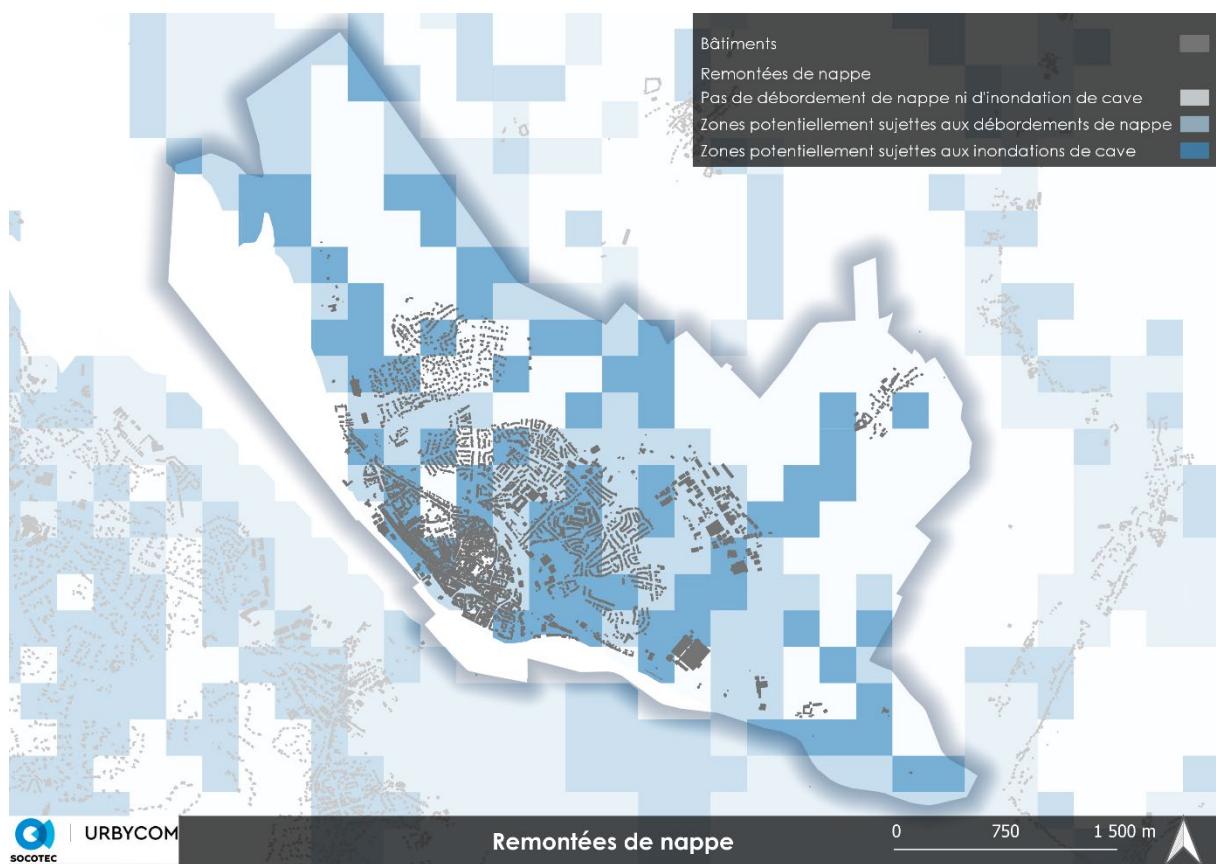
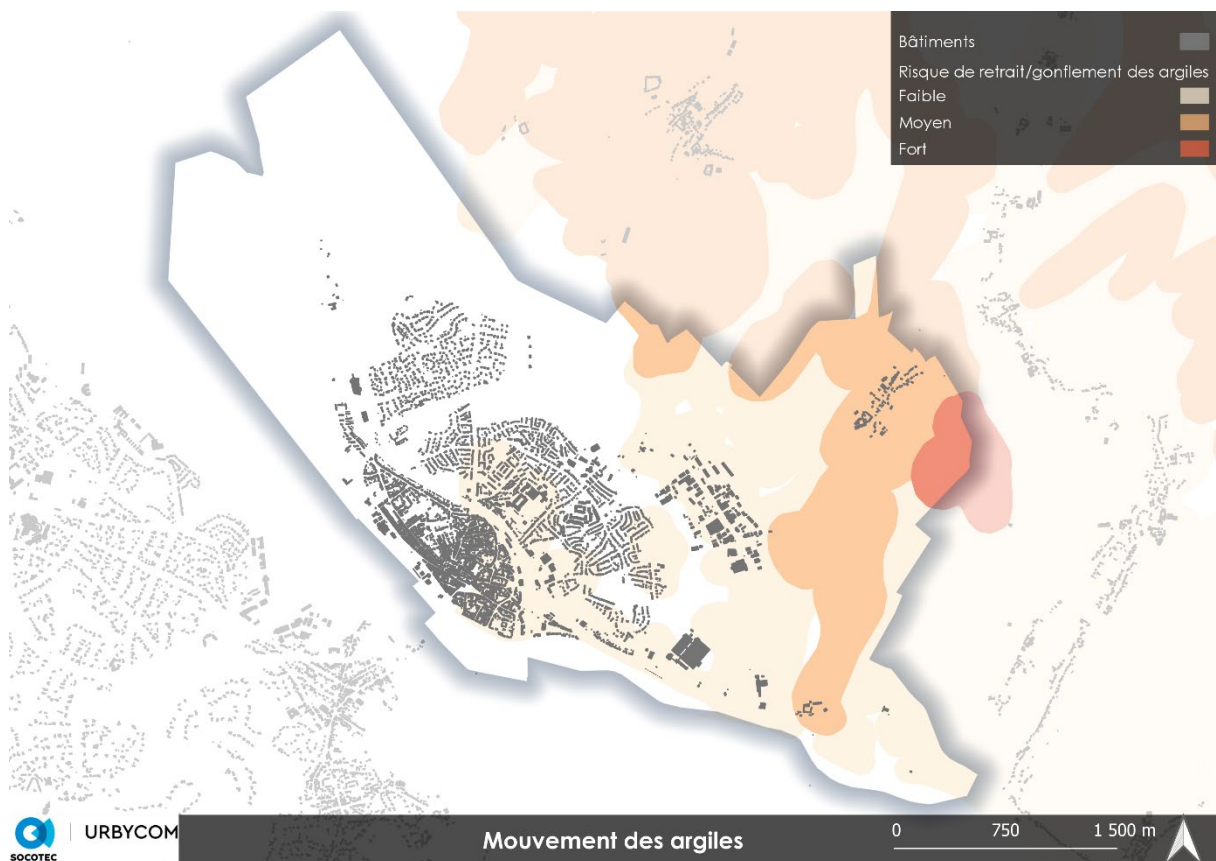
Description du type d'incidences		Estimation de l'ampleur des incidences
Impact sur l'assainissement	Aucune incidence	La modification n'a pas pour effet d'ouvrir des zones nouvelles à construire ni même à changer de vocation les secteurs concernés UE et UEc. Les adaptations portées au règlement écrit et au plan de zonage ont pour objet de mettre en cohérence les pièces réglementaires du PLU afin de prendre en compte l'occupation réelle de l'existant et de ne pas figer son évolution. En outre, le règlement écrit prévoit déjà les règles en matière de réseau eau potable et assainissement. Aussi, une précision protectrice est apportée vis-à-vis de l'implantation aux abords des berges des cours d'eau. En outre, la disponibilité des ressources a été évaluée lors de la validation du projet.
Impact sur la ressource en eau potable		
Impact sur le paysage	Aucune incidence	La modification n'emporte aucun impact vis-à-vis des paysages étant donné que les zones concernées (UE et UEc) sont déjà urbanisables et à vocation économique. Le règlement écrit prévoit des ajustements mineurs consistant notamment en des précisions des règles en place. Une modification relative à la règle de hauteur est apportée afin de permettre une règle plus souple pour des activités ciblées. En outre des dispositions permettant

		l'insertion paysagère du bâti ainsi que le traitement des espaces non bâtis sont bien traitées au présent règlement écrit. Enfin, aucun élément de patrimoine naturel n'est concerné.
Impact sur l'imperméabilisation des sols	Aucune incidence	La modification simplifiée porte sur de légers ajustements du règlement écrit et une redélimitation du secteur UEc au sein de la zone UE. La procédure n'a pas pour effet d'augmenter l'imperméabilisation des sols dès lors que la vocation des secteurs concernés est inchangée. Les précisions apportées ont pour effet de prendre en compte certaines thématiques (loi APER, loi Climat & Résilience, prise en compte des cours d'eau), lesquelles sont favorables à la limitation de l'imperméabilisation des sols. Le projet n'a pas d'impact sur les zones agricoles et naturelles.
Impact sur les milieux naturels	Aucune incidence	<p>Les modifications n'impactent pas les milieux naturels. La procédure concerne uniquement la zone UE économique et son secteur UEc à vocation commerciale. Aucune zone naturelle ou agricole n'est impactée.</p> <p>Pour information, notons que la zone de projet est située à proximité d'éléments naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des espaces à renaturer (bocages et zones humides) - Des zones humides identifiées au SAGE de la Canche ainsi que des zones à dominante humides identifiées par le SDAGE Artois-Picardie - Une ZNIEFF de type 2 en vis-à-vis de la zone d'activités. <p>En outre, aucun impact n'est identifié par rapport aux dispositions de la loi Littoral étant donné que les zones UE et UEc concernées sont situées hors de la bande de 100m, hors des espaces proches du rivage, hors des espaces naturels remarquables, au sein d'une zone urbanisée constituée.</p> <p>Aucune incidence supplémentaire ne sera observée par rapport au projet initial.</p>
Impact sur les milieux agricoles	Aucune incidence	La modification simplifiée porte sur de légers ajustements du règlement écrit et une redélimitation du secteur UEc au sein de la zone UE. De la même manière que pour les milieux naturels, aucune ouverture à l'urbanisation de terres agricoles n'est générée dans le cadre de la procédure.
Prise en compte des risques	Aucune incidence	<p>La zone UE et son secteur UEc, concernés par la procédure, correspondent aux zones d'activités Opalopolis et du Valigot. Ces zones accueillent déjà de nombreuses activités économiques et industrielles.</p> <p>Le site est résiduellement concerné par le risque de submersion marine, transcrit au sein du PPRL du</p>

		<p>Montreuillois. Ce dernier, constitutif d'une servitude d'utilité publique, est annexé au règlement et supprime le document d'urbanisme. Sa prise en compte est déjà effective.</p> <p>En outre, le document d'urbanisme intègre les risques et aléas en présence et prévoit des mesures permettant de prendre en compte ces risques.</p> <p>La modification du règlement écrit n'a pas pour effet d'aggraver ces risques ni d'en créer de nouveaux.</p>
Impact sur le réseau transports collectifs et les déplacements	Aucune incidence	Aucune incidence supplémentaire ne sera observée par rapport au projet initial.
Impact sur les consommations en énergie	Aucune incidence	
Impact sur les émissions de CO2	Aucune incidence	

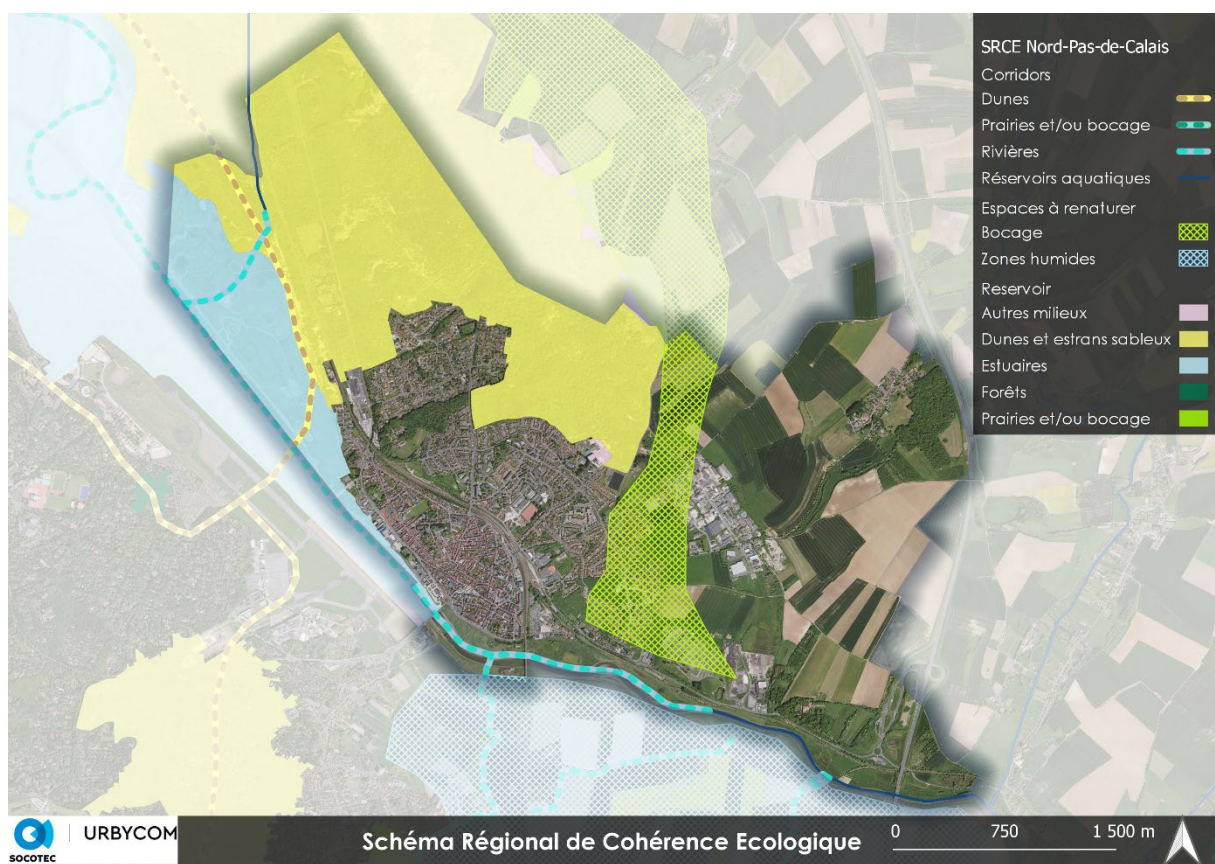
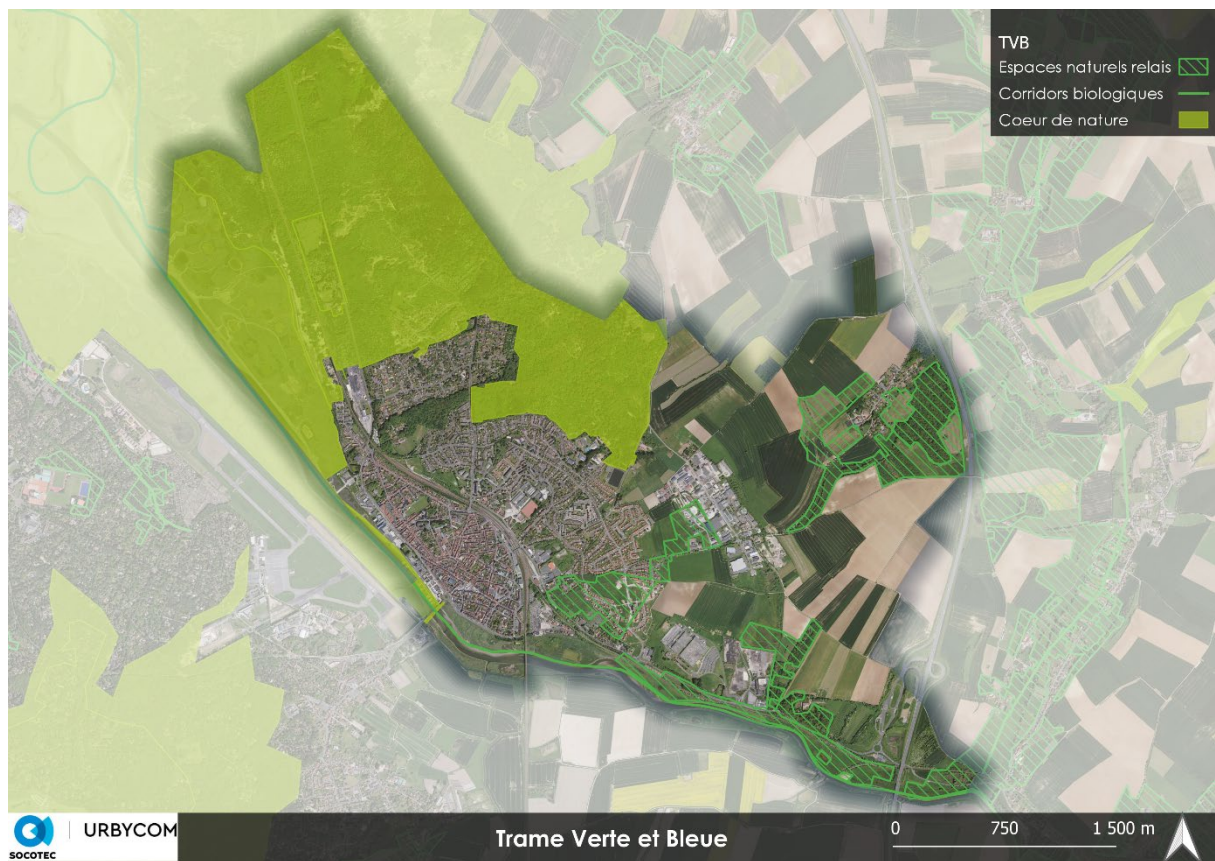
Ainsi, l'évaluation environnementale n'est pas nécessaire dès lors que le changement issu de la procédure de modification simplifiée est résiduel et n'empêche pas d'impact sur l'environnement par rapport à ce qui était prévu initialement.

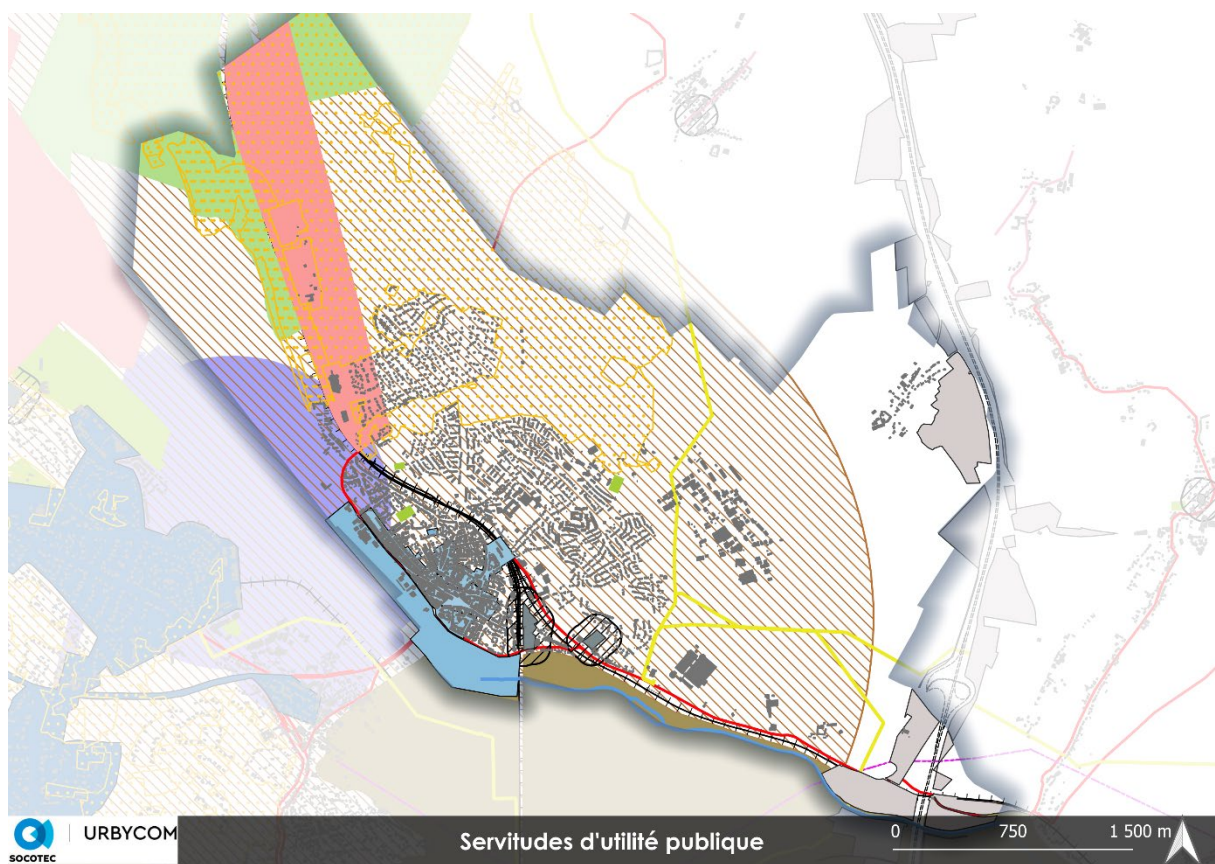
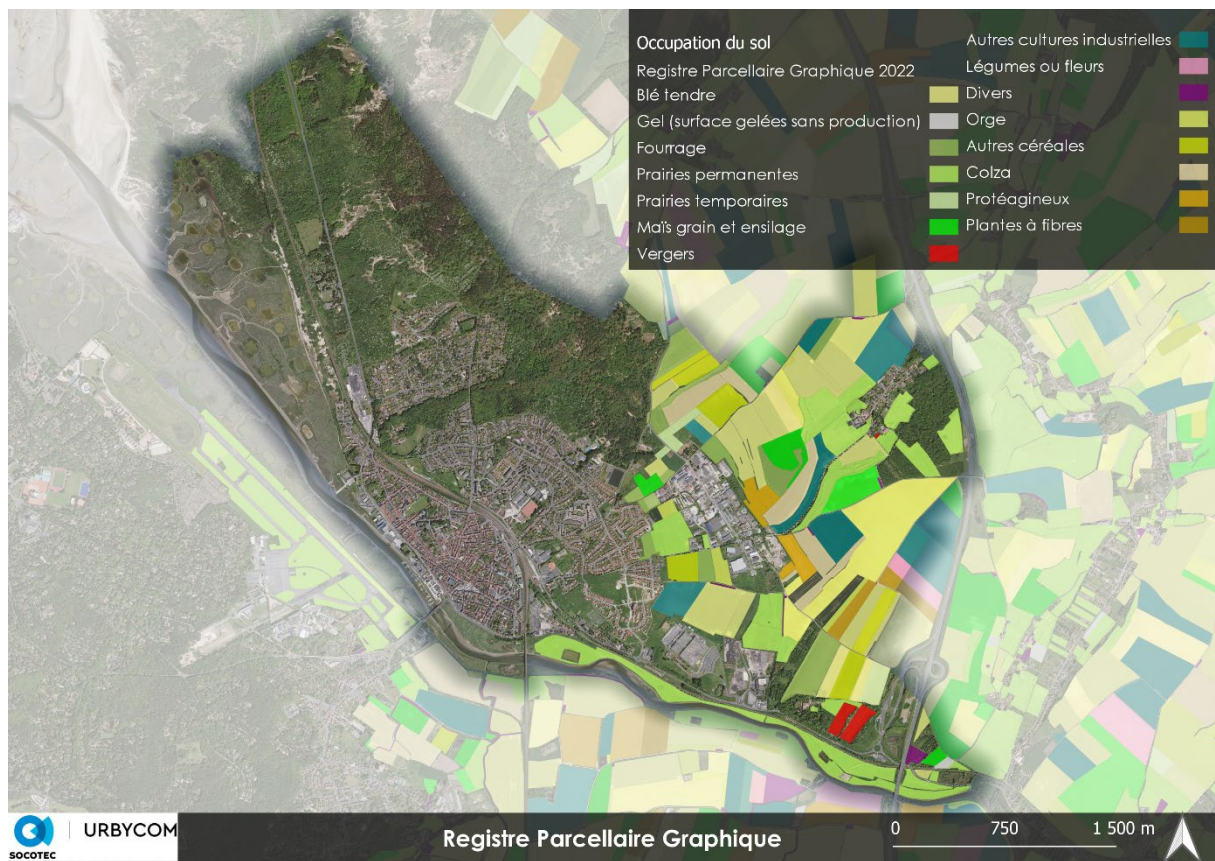
































Bâtiments	
Servitudes d'utilité publique	
Servitude de passage dans le lit ou sur les berges de cours d'eau non domaniaux	
Mise en défense des terrains en montagne et protection des dunes du Pas-de-Calais	
Sites inscrits et classés	
Réserves naturelles et périmètres de protection autour des réserves naturelles	
Sites patrimoniaux remarquables	
AC4-Centre ancien d'Étaples	
Monuments historiques	
Servitude d'alignement des voies publiques	
Servitude relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et des déviations d'agglomération	
Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques	
Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	
Cimetières	
Servitude instituée au voisinage des cimetières	
Servitude de protection des équipements sportifs	
Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) et plan de prévention de risques miniers (PPRM)	
Servitude attachée aux réseaux de télécommunications	
Servitude relative aux voies ferrées	
- Visibilité sur les voies publiques	
Servitude aéronautique de dégagement (civile)	
Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	

	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

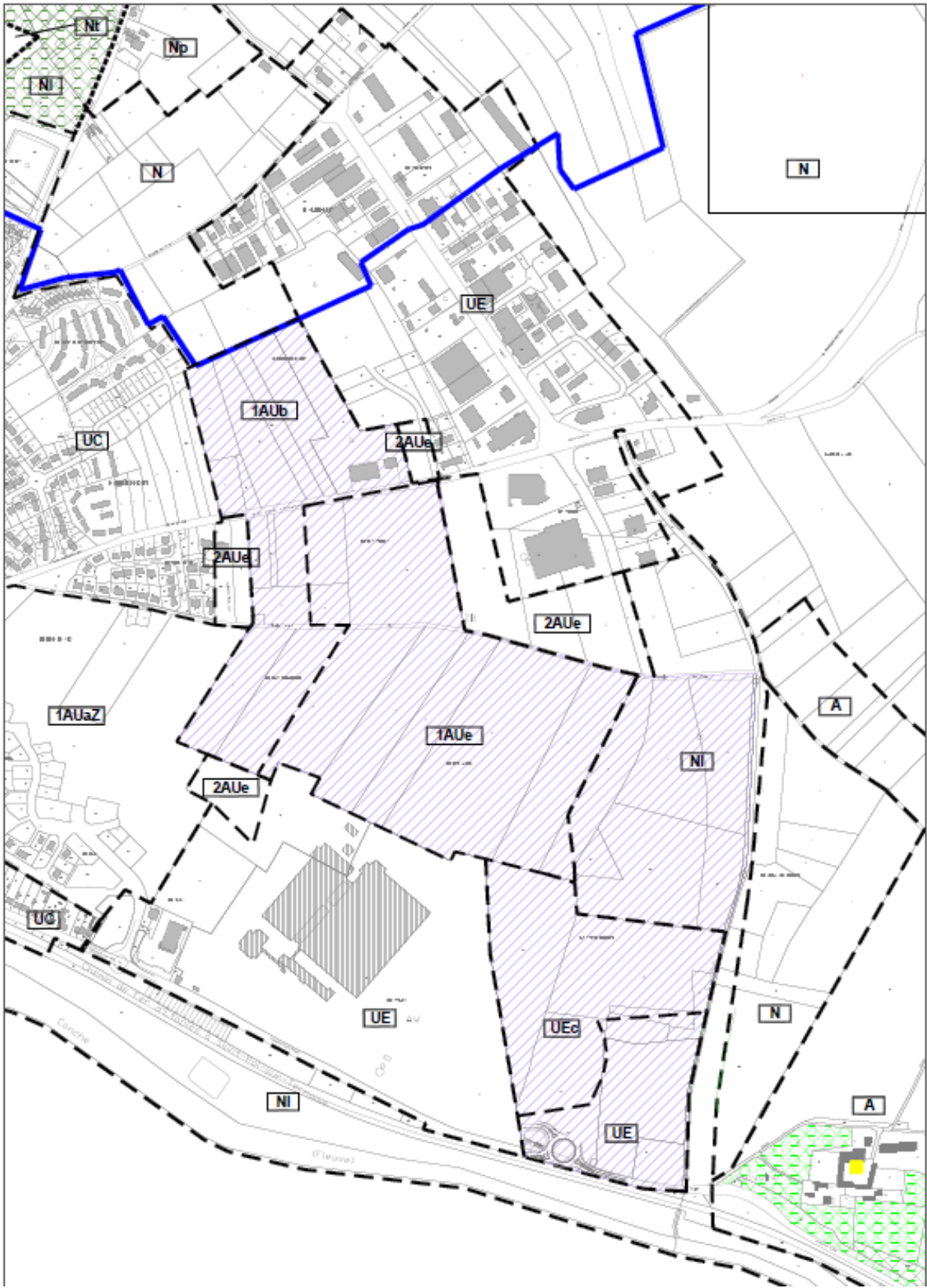
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois
SIRET/SIREN
20006902900011
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
11-13 place Gambetta 62170 Montreuil-sur-Mer
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Bruno COUSEIN – Président de la CA2BM
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Sandrine QUINBETZ - Directrice planification urbaine
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
s.quinbetz@ca2bm.fr

2. Identification du PLU	
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))	
	PLU
2.2 Intitulé du document	
	PLU d'Etaples
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document	
	PLU communal approuvé le 16 décembre 2015. Il a été mis en compatibilité le 14 décembre 2017, modifié le 19 mai 2022. Le site internet intercommunal : https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/PMba5KLjTfNCdep
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU	
	Commune d'Etaples
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)	
	<p>La procédure consiste en une actualisation et clarification des possibilités d'occupation du sol en zone UE et son secteur UEc. L'enjeu est de prendre en compte les occupations réelles sur ce secteur économique en adaptant le plan de zonage et le règlement écrit. Cela se traduit par la redélimitation du secteur dédié aux commerces et services, afin de prendre en compte les besoins d'une activité à venir, et la précision des dispositions écrites de la zone UE afin de prendre en compte les activités de commerce et services existante, non admise en zone UE.</p> <p>Les évolutions portent ainsi sur :</p> <p>Au plan de zonage : ajustement des limites du secteur UEc,</p> <p>Au règlement écrit de la zone UE : mise en cohérence des dispositions du préambule et des articles UE2, UE3, UE6, UE7, UE10, UE11, UE12.</p>



3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET des Hauts-de-France 4 août 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Pays Maritime et rural du Montreuillois, approuvé 30/01/2014, mis en révision.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Artois-Picardie, PGRI Artois-Picardie, SAGE de la Canche PCAET en cours d'élaboration
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Avis de la MRAE du 19 décembre 2016 n° 2016-1365 portant sur la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du SCoT du Montreuillois. L'avis demande des compléments à l'étude environnementale menée. Une note technique et un résumé non technique ont été produits en réponse.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
<p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Procédure de modification de droit commun du PLU (avis MRAE n°2021-5881) concluant à la non soumission à évaluation environnementale du projet.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
<p>Procédure de modification approuvée le 19/05/2022 et portant sur des modifications portées au règlement écrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Précision des modalités de réalisation des garages souterrains - Modification relative à l'implantation des constructions, l'emprise au sol et la hauteur maximum - Précision d'une règle relative au niveau de la dalle du rez-de-chaussée - Adaptation des règles régissant le stationnement - Adaptation des règles de clôtures - Rappel et précision des dispositions du PPRL
4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
<p>Modification simplifiée en vertu de l'article L153-45. L'objectif de la procédure est de prendre en compte les occupations réelles sur ce secteur économique en adaptant le plan de zonage et le règlement écrit. Cela se traduit par la redélimitation du secteur dédié aux commerces et services, afin de prendre en compte les besoins d'une activité à venir, et la précision des dispositions écrites de la zone UE afin de prendre en compte les activités de commerce et services existante, non admise en zone UE.</p> <p>Les évolutions portent ainsi sur le plan de zonage (ajustement des limites du secteur UEc au sein de la zone UE) et sur le règlement écrit de la zone UE (UE2, UE3, UE6, UE7, UE10, UE11, UE12).</p>
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
10 930 habitants (2021).

4.2.2 Caractéristiques spatiales : Aucune modification apportée en ce sens. L'évolution concerne les zones UE et secteur UEc et n'a pas pour effet d'étendre U au détriment d'une zone A ou N. Seul le périmètre du secteur UEc est redélimité au sein de la zone UE, ce qui ne modifie pas le périmètre total de la zone UE.

Superficie totale (en hectares)	1295 Ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U				
zones 1 AU				
zones 2 AU				
zones A				
zones N				
Total				

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le projet de territoire approuvé en décembre 2015 prévoyait une croissance démographique d'environ 590 habitants supplémentaires à échéance 10 ans (2025).

Les besoins en nouveaux logements sont estimés à 30 logements neufs par an.

A noter que le rapport de présentation, actualisé dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avait actualisé ces données de la manière suivante : scénario SCoT avec + 922 habitants sur 10 ans (+1,75%/an de croissance de population) et un besoin de 553 logements sur 10 ans (soit 55 logements/an).

En termes de maîtrise foncière, la consommation envisagée à 10 ans (hors densification) est de 5% de la surface urbanisée (hors dents creuses) à vocation de logements et 28% à vocation économique contre 19.5% depuis les 10 dernières années (à compter de 1997): environ 2 ha en extension urbaine et 8 ha à vocation économique

A noter que le rapport de présentation, actualisé dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité, avait actualisé ces données de la manière suivante : réduction des emprises des zones d'extension d'activités antérieures, passant de 108 Ha à environ 47,5 Ha. Une densité minimale de 28 logements/ha est prévue dans les zones d'extension.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La procédure consiste en une actualisation et clarification des possibilités d'occupation du sol en zone UE et son secteur UEc. L'enjeu est de prendre en compte les occupations réelles sur ce secteur économique en adaptant le plan de zonage et le règlement écrit. Cela se traduit par la redélimitation du secteur dédié aux commerces et services, afin de prendre en compte les besoins d'une activité à venir, et la précision des dispositions écrites

<p>de la zone UE afin de prendre en compte les activités de commerce et services existante, non admise en zone UE.</p> <p>Les évolutions portent ainsi sur :</p> <p>Au plan de zonage : ajustement des limites du secteur UEc,</p> <p>Au règlement écrit de la zone UE : mise en cohérence des dispositions du préambule et des articles UE2, UE3, UE6, UE7, UE10, UE11, UE12.</p>
<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>/</p>
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>/</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>/</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>/</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>/</p>

<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>/</p>
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>/</p>
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p>
<p>/</p>
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p>
<p>/</p>
<p>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet : LA PROCEDURE D'EVOLUTION N'EST PAS CONCERNEE</p>
<p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p></p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>
<p></p>
<p>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1) : LA PROCEDURE D'EVOLUTION N'EST PAS CONCERNEE</p>
<p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p>

<input type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur : LA PROCEDURE D'EVOLUTION N'EST PAS CONCERNEE			
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document			
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité			
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales			
<input type="checkbox"/> Oui			
<input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, préciser les effets			
/			
5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Etaples est une commune littorale au sens de l'article L321-2 du code de l'environnement.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site inscrit au titre de la Directive Habitat « Estuaire de la Canche, dunes Picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen » Site inscrit maritime « Baie de la Canche et couloir des trois estuaires ». Site inscrit au titre de la Directive Oiseaux « Estuaire de la Canche »
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application,	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réserve naturelle nationale Baie de Canche

Annexe II

respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement			
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Servitude AC 2 sites et monuments naturels inscrits Servitude AC 3 réserve naturelle volontaire Dunes d'Etaples et route touristique n°940
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan de prévention des risques littoraux (PPRL) du secteur du Montreuillois Plan de prévention des risques naturelles inondation (PPRN) Vallée de la Canche Présence en outre de secteurs identifiés par l'atlas des zones inondables (AZI) du Pas-de-Calais en frange Sud du territoire, aux abords de la Canche (aléa fort et très fort)
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Présence de 11 anciens sites industriels et activités de service Présence de 1 site industriel
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZPPAUP identifié en secteur UAa au plan de zonage

Annexe II

Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cimetière militaire Hôtel Souquet-Marteau Objet classé armoiries sculptées sur la façade de la Maison de l'échiquier
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des zones humides identifiées par le SAGE de la Canche aux abords de la Canche et dans les Dunes de Camiers. Présence également de zones à dominante humides du SDAGE Artois Picardie sur les mêmes emprises que les zones humides.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le SRCE identifie plusieurs réservoirs sur le territoire : dunes et estrans sableux sur la frange nord et nord-ouest, estuaire sur la façade littorale est. Aussi sont identifiés des corridors écologiques : dunes sur la frange nord-est et rivières sur la façade littorale. Enfin, des espaces à renaturer sont identifiés sur la partie centrale du territoire : bocage. Par ailleurs, la Trame Verte et Bleue régionale identifie, en cohérence avec le SRCE, un cœur de nature reprenant les réservoirs de biodiversité du SRCE, des espaces naturels relais disséminés au sein du territoire et dans les plaines agricoles ainsi qu'un corridor biologique en façade littorale.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Étaples recense plusieurs ZNIEFF. ZNIEFF type 1 : - Dunes de Camiers et Baie de Canche ZNIEFF type 2 : - La basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin ZICO Estuaire de la Canche ZICO Plateaux agricoles des environs de Frencq
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Espace naturel sensible du département Le Blanc de Lornel, les dunes, les garennes, le bois de Rombly.
Un espace concerné par :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

<ul style="list-style-type: none"> - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code 			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les principaux boisements de la commune localisés sur la frange nord et nord-est sont repris en tant que EBC littoraux. Les boisements résiduels aux abords du parc d'activités Opalopolis et du hameau de Fromessent sont identifiés en EBC au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - Aléa de mouvement des argiles faible à fort - Zones potentiellement sujettes aux remontées de nappe (débordements de nappe, inondations de cave) - Zones identifiées à l'atlas des zones inondables (AZI) en frange Sud du territoire, aux abords de la Canche (aléa fort et très fort) - Présence de cavités souterraines - Risque sismique très faible - Risques engins de guerre - Risque transport de matière dangereuse (gaz) - Espaces boisés classés au titre du L113-1 - Espaces boisés classés littoraux - Axe terrestre bruyant voie ferrée Longueau-Boulogne - Servitude T1 relative aux chemins de fer - Servitude T5 aéronautique de dégagement - Servitude I3 canalisation de transport de gaz - Servitude I4 ligne ou canalisation électrique HT - Servitude A8.1 interdiction de fouille dans une bande de

			200m à partir de la laisse de haute mer - Servitude AS1 protection des captages d'eau potable - Servitude AC1 relative aux Monuments Historiques inscrits : cimetière militaire - Servitude AC2 relative à la protection des sites et monuments naturels inscrits - Servitude AC3 réserve naturelle volontaire - Servitude AC4 ZPPAUP - Servitude INT1 emprise des cimetières communaux - Servitude INT2 protection des cimetières militaires - Servitude EL9 passage des piétons le long du littoral - Servitude PT1 protection des centres radioélectriques contre les perturbations électro-magnétiques - Servitude PT2 protection radioélectrique contre les obstacles
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Zone UE et secteur UEc situé hors de la bande des 100m, hors des espaces proches du rivage et hors des espaces naturels remarquables. Les terrains sont situés dans le secteur urbanisé à vocation économique des zones Opalopolis et Valigot.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les terrains classés UE et UEc sont partiellement concernés par le PPRL du Montreuillois (zone verte). Ils sont en outre concernés par les zones inondables identifiées dans l'atlas des zones inondables (aléa fort et très fort).

Annexe II

Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La société Valéo est identifiée comme site industriel. Elle est classée en zone UE.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence de périmètre de servitude sur les terrains pollués, aucun site CASIAS sur le territoire communal.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - Aléa de mouvement des argiles faible à fort - Zones potentiellement sujettes aux remontées de nappe (débordements de nappe, inondations de cave) - Zones identifiées à l'atlas des zones inondables (AZI) en frange Sud du territoire, aux abords de la Canche (aléa fort et très fort) - Présence de cavités souterraines - Risque sismique très faible - Risques engins de guerre - Risque transport de matière dangereuse (gaz) - Servitude AS1 protection des captages d'eau potable, en partie sur la zone d'activités du Valigot. - Axe terrestre bruyant voie ferrée Longueau-Boulogne - Servitude T5 aéronautique de dégagement - Servitude I3 canalisation de transport de gaz

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les sites Natura 2000 sont éloignés de la zones UE et son secteur UEc. Ils se situent au Nord-ouest du territoire.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone UE et son secteur UEc sont éloignés de la réserve naturelle nationale identifiée en frange Nord-Ouest du territoire
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Ces éléments ne figurent ni sur le secteur de projet ni à proximité de ce dernier.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La ZPPAUP est éloigné de la zone UE et du secteur UEc. Il s'agit de la zone UAa, reprenant la partie centre-ville d'Etaples.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Ces éléments ne figurent ni sur le secteur de projet ni à proximité de ce dernier.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des zones humides du SAGE et des zones à dominante humide du SDAGE sont situées à proximité de la zone UE et son secteur UEc. Ces zones humides et à dominante humide sont situées aux abords de la Canche.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sont identifiés à proximité de la zone UE et son secteur UEc : <ul style="list-style-type: none"> - Espaces à renaturer : bocages et zones humides - Corridors écologiques fluviaux Sont identifiés résiduellement sur le site des espaces naturels relais (Sud-Est de la zone Opalopolis et Sud-Ouest du Valigot).

D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sont situés à proximité de la zone UE et son secteur UEc : <ul style="list-style-type: none"> - ZNIEFF type 2 : La basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin. En vis-à-vis du secteur économique, de l'autre côté de la voie ferrée - ZICO Plateaux agricoles des environs de Frencq. Sur la frange Nord-Est du territoire, voisin à la zone du Valigot.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cet élément ne figure ni sur le secteur de projet ni à proximité de ce dernier.
D'un espace concerné par : <ul style="list-style-type: none"> - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code 	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un espace boisé classé au titre du L113-1 du code de l'urbanisme se situe à proximité de la zone UE et son secteur UEc. Il est classé en zone agricole, aux abords d'une exploitation agricole (ferme d'Hilbert).
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - Aléa de mouvement des argiles faible à fort - Zones potentiellement sujettes aux remontées de nappe (débordements de nappe, inondations de cave) - Zones identifiées à l'atlas des zones inondables (AZI) en frange Sud du

			<p>territoire, aux abords de la Canche (aléa fort et très fort)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence de cavités souterraines - Risque sismique très faible - Risques engins de guerre - Risque transport de matière dangereuse (gaz) - Axe terrestre bruyant voie ferrée Longueau-Boulogne - Servitude T1 relative aux chemins de fer - Servitude T5 aéronautique de dégagement - Servitude I3 canalisation de transport de gaz - Servitude AS1 protection des captages d'eau potable
--	--	--	---

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Les ajustements portés au règlement écrit et au zonage n'ont pas pour effet de changer la vocation de la zone. Ils permettent néanmoins de prendre en compte l'existant (commerce) qui s'est implanté parmi les activités industrielles afin de permettre leur pérennité.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

12/07/2024

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Notification du dossier aux PPA

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
- autre, préciser les modalités
Mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comportant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Ecures	le,	17/03/2025
Nom	ALLEXANDRE	Prénom	Jean-Claude
Qualité	Vice-Président en charge de la planification urbaine		

Annexe II

Signature

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a long horizontal stroke and a small dot.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20251009-2025-314-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2025

Publication : 10/10/2025